



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 140 – 2^e trimestre 2009

SOMMAIRE

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>20</i>
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>20</i>
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>21</i>

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

La crise qui a touché les grandes économies mondiales à partir du 3^e trimestre 2008 avant de s'étendre à l'ensemble des pays semble connaître une inflexion, au point que les premières estimations de PIB dans certains pays pour le 2^e trimestre 2009 font apparaître un retour de la croissance. Plusieurs facteurs ont contribué à ce redressement : la désinflation qui a soutenu le pouvoir d'achat des ménages, les plans de relance massifs mis en œuvre par les gouvernements, le soutien des pouvoirs publics aux systèmes financiers, enfin les baisses très fortes de taux directeurs décidées par les banques centrales ainsi que des apports massifs de liquidité aux systèmes bancaires. En dépit de cette amorce d'amélioration de la conjoncture économique, l'incertitude reste toujours forte pour les trimestres à venir, liée notamment aux conséquences de la montée du chômage sur la demande des ménages.

Les banques centrales ont maintenu au 2^e trimestre 2009 leur principal taux directeurs à des niveaux historiquement bas : entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne, 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Le soutien des banques centrales à la liquidité bancaire s'est poursuivi dans un contexte de normalisation des marchés interbancaires. L'Eurosystème a mis en place le 24 juin 2009 une première opération de refinancement à 12 mois : la demande a atteint le montant exceptionnel de 442 milliards d'euros, soit 1,4 % du total des actifs des établissements de crédit de la zone euro en juin 2009.

Les premiers signes de reprise économique ont soutenu les marchés actions des grandes places internationales et provoqué dans certains pays une hausse des taux à long terme, liée sans doute en partie à cet accroissement de l'appétence au risque. Ils ont également provoqué une hausse sensible des cours des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole. Après un point bas à moins de 40 USD le baril fin 2008, son cours oscille depuis juin 2009 entre 59 et 72 USD. Le cours de l'euro/USD, enfin, s'est sensiblement apprécié tout au long du 2^e trimestre 2009, passant de 1,25 à 1,41.

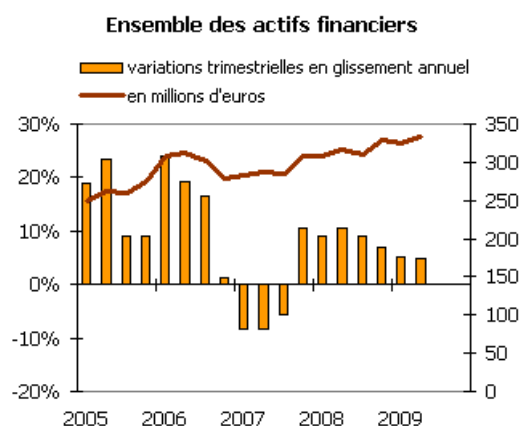
CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : reprise de l'épargne collectée

Après une fin d'année 2008 bien orientée (+5,8 %) puis un repli au 1^{er} trimestre 2009 (-1,3 %), l'épargne collectée progresse de nouveau au deuxième trimestre (+2,5 %). L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte atteint ainsi un niveau record avec près de **332,5 millions d'euros**.

Cette croissance est portée, en premier lieu, par la progression de l'épargne des **ménages** (+3,5 % par rapport à mars 2009) dont l'encours s'est accru de plus de 5,9 millions d'euros pour atteindre près de 176,7 millions d'euros. Elle est ensuite portée, quoique avec un encours plus faible (78,4 millions d'euros), par la croissance des actifs des **autres agents** (+6 % représentant plus de 4,4 millions d'euros sur le trimestre) après neuf mois de baisse continue.

A l'inverse de ce mouvement, et quoique de moindre ampleur qu'au précédent trimestre, les actifs financiers détenus par les **entreprises** continuent de se contracter (-2,1 millions d'euros après -7,7 millions au premier trimestre), en liaison vraisemblablement avec les difficultés de trésorerie rencontrées du fait de la diminution de leurs carnets de commandes. Les arbitrages en matière de gestion de trésorerie semblent avoir affecté la répartition des actifs : l'encours des dépôts à vue recule de 10,2 millions d'euros (-15,1 %)



tandis que les placements indexés sur les taux du marché (certificats de dépôts en particulier) progressent de 8,1 millions d'euros, après un repli de 7,3 millions d'euros au précédent trimestre.

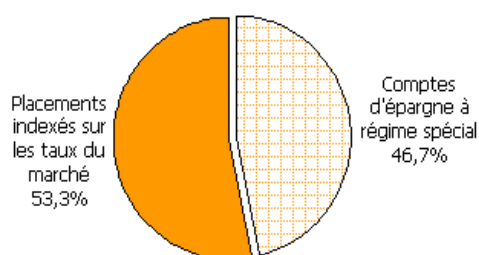
Par nature, les actifs financiers se décomposent en dépôts à vue (46 %), placements liquides ou à court terme (36 %) et épargne à long terme (18 %).

Impacté par le brusque repli des dépôts à vue des entreprises, l'encours global des **dépôts à vue** (151,5 millions d'euros) se contracte de 4,6 millions d'euros (-2,9 %) après un repli de 1,7 million d'euros au premier trimestre. Son évolution demeure toutefois positive sur un an (+1,4 %).

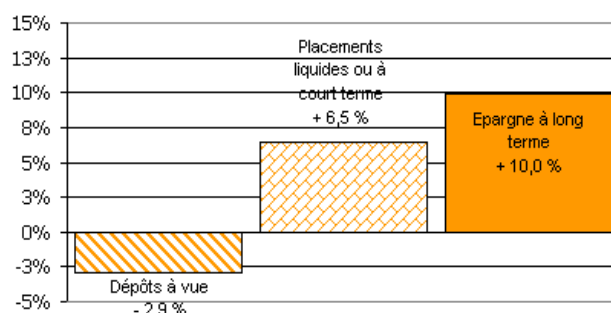
Confortés par la croissance globale des placements indexés sur les taux du marché (+12,5 %, soit +7,2 millions d'euros), les **placements liquides ou à court terme** (121,2 millions d'euros) progressent de 6,5 % après un léger repli au premier trimestre (-0,5 %).



Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 1er trimestre 2009



L'**épargne à long terme** (59,8 millions d'euros) est en hausse de 10 %¹. A Mayotte, elle est détenue par les ménages à 77,5 %. Les placements à long terme des ménages se décomposent essentiellement en contrats d'assurance-vie (61 %) - en progression de 16,8 % au deuxième trimestre -, en plans d'épargne logement (28 %) et en OPCVM non monétaires - Sicav et Fcp - (8 %). Les « Autres agents » se positionnent nettement en retrait des ménages avec 22,2 % de l'épargne à long terme. Enfin, la part des sociétés est marginale.

1.2 Les passifs financiers : recul des financements bancaires consentis localement.

Au 30 juin 2009, le montant total des **concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant à Mayotte s'établit à **720,6 millions d'euros**, en légère progression de 0,4 %.

Cette quasi stabilité de l'encours fait suite à une hausse respective de 2,2 % et de 2,5 % au 4^e trimestre 2008 et au 1^{er} trimestre 2009. Ces dernières évolutions semblent marquer une rupture avec les taux de croissance à deux chiffres affichés en 2008 (+15,3 % au premier trimestre et +10,2 % au 3^{ème} trimestre), et confirment un tassement de la progression des encours de crédit, depuis septembre 2008.

¹ La collecte d'informations auprès des établissements de crédit s'étant enrichie, les statistiques sur l'épargne à long terme ont été révisées afin d'intégrer ces nouvelles déclarations.

Sous l'effet de concours aux entreprises en baisse (-3,4 %, soit -9,5 millions d'euros), l'encours de crédit sain est en léger repli sur le trimestre (-0,4 %), en dépit de la progression de l'encours des collectivités locales (+3,9 %, soit +6,1 millions d'euros) et, dans une moindre mesure, de celui des ménages (+0,4 %, soit +1 million d'euros). Bien qu'inférieure au rythme de progression constaté les années précédentes (+44 % en 2008), la croissance annuelle restent néanmoins dynamique (+14,8 %).

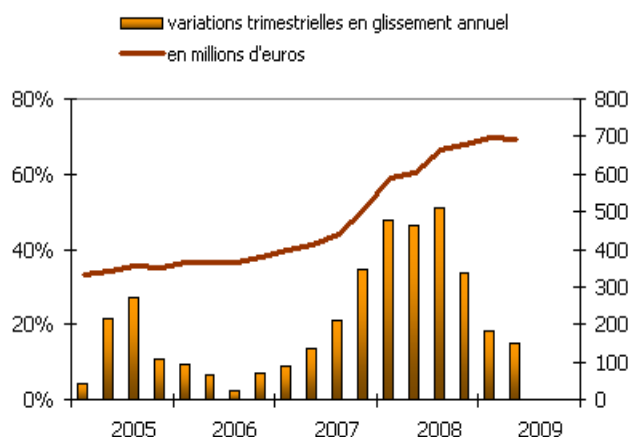
A 4 %, le **taux de créances douteuses** de l'ensemble des établissements de crédit progresse de 0,8 point, traduisant une dégradation du risque de contrepartie.

L'encours brut total des **crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **471,7 millions d'euros**, en repli de 1,3 million d'euros (-0,3 %). La tendance sur un an demeure toutefois largement positive : +15,5 % entre juin 2008 et juin 2009 après +18,2 % entre mars 2008 et mars 2009. Cependant, la qualité de l'encours de crédits consentis par les ECIL tend à se dégrader au deuxième trimestre : alors qu'il n'avait pas enregistré de baisse depuis le suivi de la série, l'encours de crédit sain accuse un recul de 1,5 %.

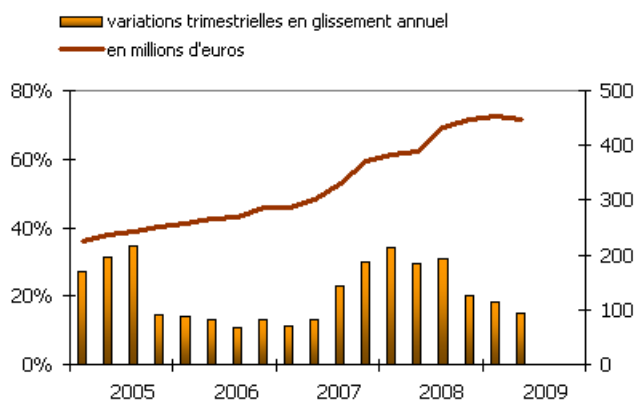
Ainsi, après deux trimestres successifs de stabilité (4 %), le taux de créances douteuses se dégrade pour atteindre 5,2 %. Dans le même temps, le taux de provisionnement - déjà particulièrement faible sur la place mahoraise - atteint un niveau historiquement bas (34,1 %).

Les concours aux entreprises (217,9 millions d'euros) représentent 48,7 % du total de l'encours sain des ECIL. Quoique en progression sur un an (+14,1 % après +27,4 % entre mars 2008 et mars 2009), l'évolution des concours aux entreprises semble montrer quelques signes d'essoufflement : -3,5 % ce trimestre après +0,7 % au 1^{er} trimestre 2009.

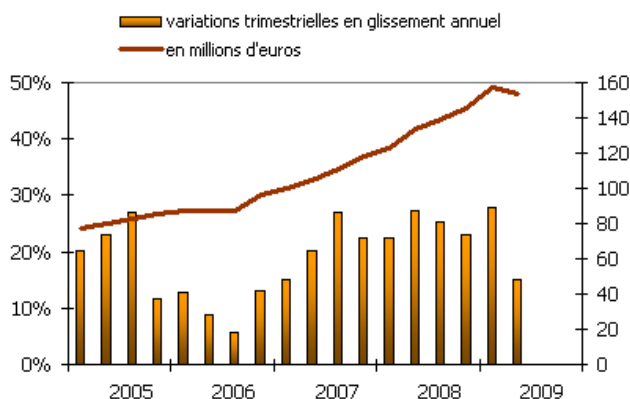
Encours de crédit sain des EC



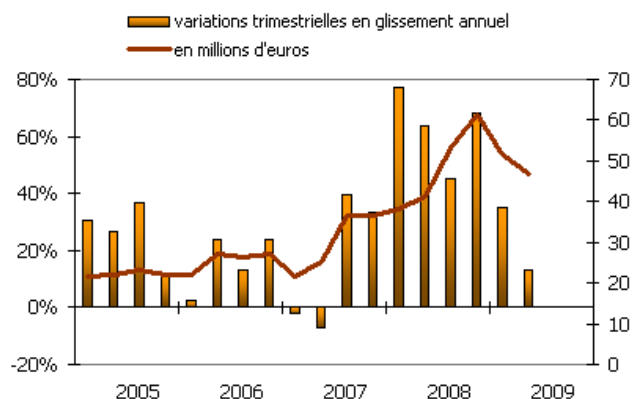
Encours de crédit sain des établissements locaux



Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



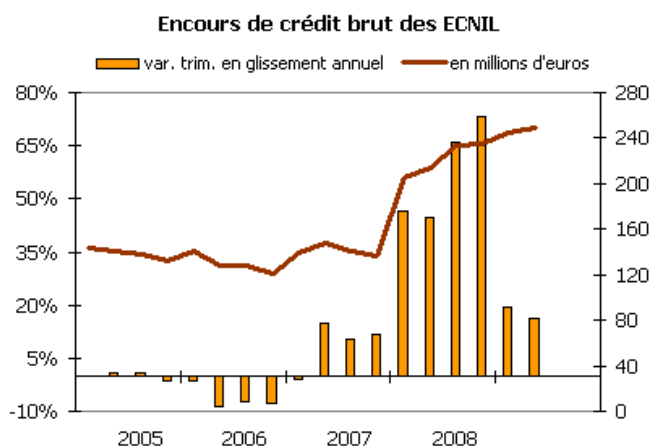
Composés à 93,6 % de crédits à l'équipement et à 6,4 % de crédit-bail, l'encours des crédits d'investissement aux entreprises se contracte de 3,2 millions d'euros, affichant, pour la première fois, une baisse de 2 %. Le recul des crédits d'exploitation (-9,4 %, soit -4,8 millions d'euros) prolonge une tendance observée depuis le début de l'année (-16,3 % au 1^{er} trimestre 2009) : l'encours des crédits de trésorerie diminue d'environ 2,5 millions d'euros (-12 %). Ces évolutions confirment le mouvement d'ajustement des besoins de trésorerie à un niveau d'activité en baisse, en liaison avec la faiblesse des carnets de commande et de la commande publique en particulier.

Enfin, les crédits à l'habitat des entreprises sont stables, à 17,3 millions d'euros (+0,1 %).

Les concours aux ménages - qui représentent 46,9 % du total de l'encours sain des ECIL - s'élèvent à 209,7 millions d'euros. En légère progression sur le trimestre (+0,3 %, soit +0,6 million d'euros), leur évolution est toutefois en net recul par rapport à 2008 (5 % de croissance moyenne).

Enfin, quoique avec un montant modeste (13,6 millions d'euros), la croissance de l'encours de crédit des collectivités locales se maintient à +2,3 %.

Très importante en 2008, avec une progression des concours bruts de 73 % (+100 millions d'euros), l'activité des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** semble marquer le pas. Au 30 juin 2009, l'encours brut s'élève à 248,8 millions d'euros, en progression de 1,6 % sur le trimestre (après 4,1 % au précédent trimestre). Le volume d'affaires des ECNIL représente environ 34 % de l'ensemble des concours bruts consentis sur la place. Ce ratio est relativement stable depuis deux ans.



Les collectivités locales sollicitent essentiellement les ECNIL, qui assurent 91 % de leur financement. Ce partenariat s'illustre particulièrement en matière de financement des investissements : les crédits à l'équipement augmentent de 24,8 millions d'euros (+23,9 %) au 2^{ème} trimestre (contre 9 millions d'euros, soit +9,5 % au 1^{er} trimestre). Sur un an, la progression est de 31,5 %.

Enfin, le reclassement en crédits sains d'importantes masses de créances douteuses (30,3 millions d'euros) au 4^{ème} trimestre 2007 a sensiblement assaini la qualité des engagements. Le taux de créances douteuses des ECNIL a ainsi fortement baissé : de 17,3 % en moyenne en 2007, il est passé à 0,7 % en 2008. Il s'est stabilisé à 1,7 % au cours de trois derniers trimestres.

2. Les risques recensés au SCR

A fin juin 2009, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 550 millions d'euros. Quatre secteurs (« Administrations publiques » : 33 %, « Activités immobilières » : 19,2 %, « Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles » : 10,6 % et « Construction » : 9,3 %) concentrent plus de 72 % des engagements répertoriés par le SCR (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de 397 millions d'euros. A noter que pour l'arrêté au 30 juin 2009, des défauts de déclaration (en cours de recouvrement) ont sensiblement dégradé la qualité des données pour les mois d'avril et mai, données sur lesquelles s'appuient les graphiques des pages 18 et 19.

3. Perspectives

Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit**, interrogés par l'IEDOM au cours du troisième trimestre 2009, semblent indiquer que, comme au précédent trimestre, le marché bancaire local est dans une phase de ralentissement après plusieurs années de croissance forte : encours de crédits distribués par les établissements locaux multiplié par 1,5 et actifs financiers en hausse de 16 % au cours des deux dernières années.

La collecte des dépôts semble se maintenir alors que la précédente enquête de conjoncture montrait un certain attentisme sur leur perspective d'évolution. Pour le quatrième trimestre, les perspectives semblent comparables et les dirigeants ont espoir de maintenir un niveau de collecte positif, en dépit d'une conjoncture socialement dégradée (recrudescence des conflits sociaux, premiers signes de vulnérabilité des ménages, hausse des incidents de paiement, etc.).

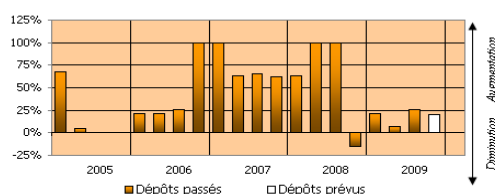
En matière d'octroi de crédits, les perspectives des dirigeants diffèrent selon les marchés considérés : alors que des inquiétudes persistent sur l'évolution du financement des entreprises, particulièrement sur le court terme (exploitation), les engagements à destination des ménages pourraient évoluer plus favorablement, notamment sur le volet crédits à l'habitat.

Au regard des opinions exprimées, les dirigeants semblent s'accorder sur une dégradation de leur résultat pour le trimestre à venir, dans un contexte de baisse de leur produit net bancaire, en liaison avec une contraction attendue du volume des commissions perçues.

Enfin, les établissements de crédit restent attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international.

2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

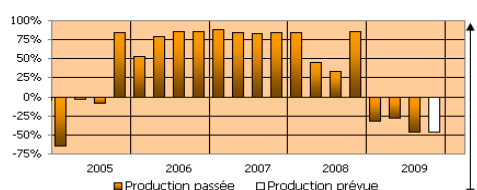
Collecte des dépôts



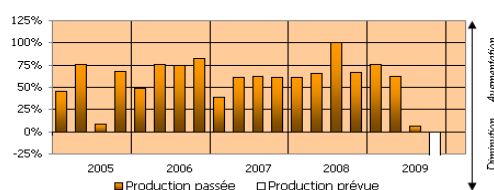
Solides d'opinions des dirigeants

(BR, BFC-OI, BANQUE POSTALE, BRED-BP, CRCAMR)

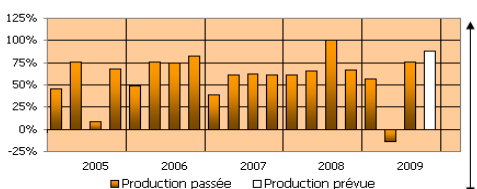
Crédits d'équipement aux entreprises



Crédits d'exploitation aux entreprises



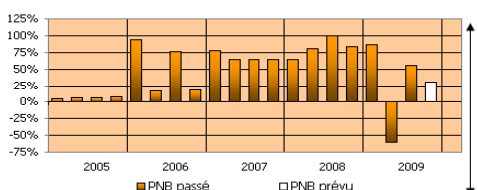
Crédits à l'habitat des particuliers



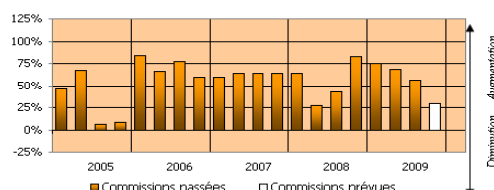
Crédits à la consommation des particuliers



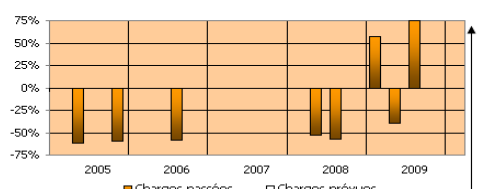
Produit net bancaire



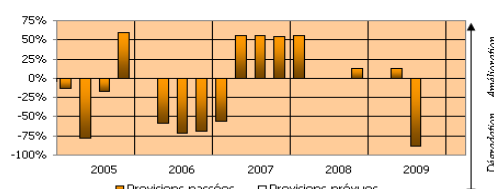
Commissions



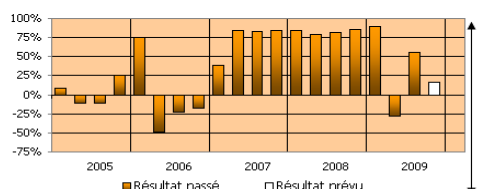
Charges d'exploitation



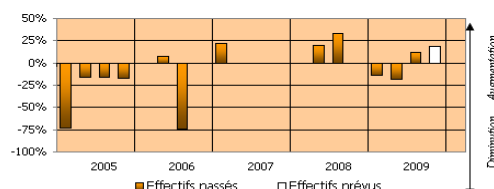
Coût du risque



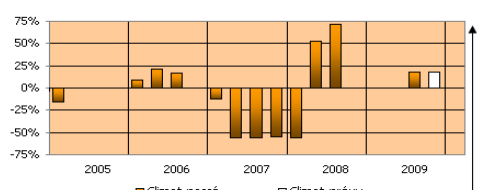
Résultat



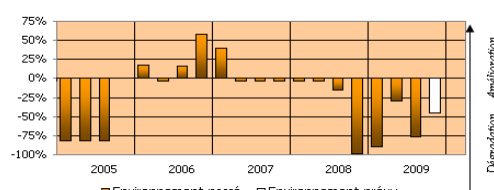
Effectifs



Climat social



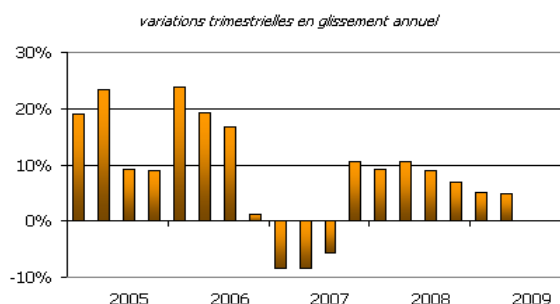
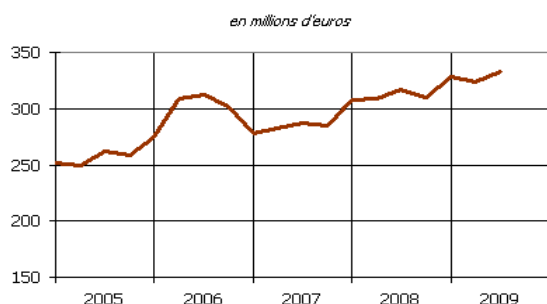
Environnement économique



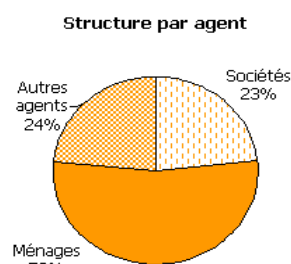
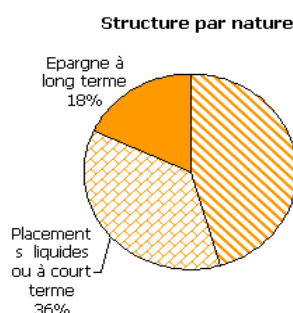
3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-04	30-juin-05	30-juin-06	30-juin-07	30-juin-08	30-sept.-08	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	1 an	1 trim.
Sociétés	58,806	68,784	118,030	72,442	75,496	72,692	87,138	79,488	77,387	2,5%	-2,6%
Dépôts à vue	48,053	28,785	32,336	51,260	59,902	57,002	68,119	67,748	57,506	-4,0%	-15,1%
Placements liquides ou à court terme	10,753	39,999	85,564	21,051	15,437	15,550	18,860	11,583	19,727	27,8%	70,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,001	-	-
Placements indexés sur les taux du marché	10,753	39,999	85,564	21,051	15,437	15,550	18,860	11,583	19,727	27,8%	70,3%
dont comptes à terme	4,958	8,302	9,054	5,503	5,598	6,375	8,578	6,359	7,054	26,0%	10,9%
dont OPCVM monétaires	0,000	0,000	0,675	2,140	1,430	1,416	2,067	2,067	1,673	17,0%	-19,1%
dont certificats de dépôts	5,703	31,483	75,468	12,550	7,945	7,295	7,920	3,157	11,000	38,5%	248,4%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,130	0,131	0,157	0,140	0,159	0,157	0,153	-2,5%	-2,5%
dont OPCVM non monétaires	0,000	0,000	0,046	0,047	0,067	0,066	0,070	0,068	0,068	1,5%	0,0%
Ménages	74,321	92,318	108,366	127,180	157,766	159,709	166,067	170,779	176,698	12,0%	3,5%
Dépôts à vue	30,103	32,571	41,343	51,815	57,249	55,890	57,793	58,958	60,535	5,7%	2,7%
Placements liquides ou à court terme	37,034	45,827	45,927	52,240	60,064	62,987	65,357	70,866	69,786	16,2%	-1,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	28,241	37,399	37,665	40,422	43,566	43,320	46,139	54,643	54,489	25,1%	-0,3%
Livrets ordinaires	26,927	35,726	35,531	37,959	40,949	40,738	42,188	48,188	46,981	14,7%	-2,5%
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,868	3,193	3,895	-	22,0%
Livrets jeunes	0,002	0,002	0,000	0,042	0,043	0,041	0,065	0,078	0,341	693,0%	337,2%
Livrets d'épargne populaire	0,008	0,008	0,010	0,010	0,000	0,000	0,055	0,032	0,035	-	9,4%
CODEVI	0,066	0,060	0,051	0,092	0,106	0,114	0,157	0,176	0,199	87,7%	13,1%
Comptes d'épargne logement	1,238	1,603	2,073	2,319	2,468	2,427	2,806	2,976	3,038	23,1%	2,1%
Placements indexés sur les taux du marché	8,793	8,428	8,262	11,818	16,498	19,667	19,218	16,223	15,297	-7,3%	-5,7%
dont comptes à terme	2,928	4,496	3,529	6,906	13,814	17,219	17,748	14,919	13,767	-0,3%	-7,7%
dont bons de caisse	5,845	3,851	4,035	2,848	1,676	1,483	0,753	0,718	0,590	-64,8%	-17,8%
dont OPCVM monétaires	0,000	0,000	0,569	1,900	0,778	0,741	0,574	0,574	0,928	19,3%	61,7%
Epargne à long terme	7,184	13,920	21,096	23,125	40,453	40,832	42,917	40,955	46,377	14,6%	13,2%
Plans d'épargne logement	6,752	8,353	9,920	11,159	12,056	11,895	12,518	12,594	12,918	7,1%	2,6%
Plans d'épargne populaire	0,430	0,364	0,294	0,261	0,183	0,179	0,181	0,181	0,178	-2,7%	-1,7%
Autres comptes d'épargne	0,002	0,013	0,023	0,038	0,035	0,036	0,037	0,037	0,053	51,4%	43,2%
Portefeuille-titres	0,000	0,000	0,490	0,402	0,253	0,174	0,127	0,165	0,885	249,8%	436,4%
OPCVM non monétaires	0,000	0,551	2,341	2,761	3,165	3,467	3,851	3,621	3,889	22,9%	7,4%
Contrats d'assurance-vie	0,000	4,639	8,028	8,504	24,761	25,081	26,203	24,357	28,454	14,9%	16,8%
Autres agents	79,368	100,855	86,168	87,017	83,960	78,149	75,238	73,969	78,382	-6,6%	6,0%
Dépôts à vue	24,384	22,228	24,781	35,287	32,200	34,551	31,841	29,375	33,457	3,9%	13,9%
Placements liquides ou à court terme	41,710	45,161	45,374	38,456	38,486	30,324	30,123	31,320	31,651	-17,8%	1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,833	1,666	1,504	1,373	1,495	1,762	1,408	1,706	2,079	39,1%	21,9%
Placements indexés sur les taux du marché	40,877	43,495	43,870	37,083	36,991	28,562	28,715	29,614	29,572	-20,1%	-0,1%
dont comptes à terme	40,280	42,828	43,089	35,805	35,401	27,223	27,367	28,347	28,357	-19,9%	0,0%
Epargne à long terme	13,274	33,466	16,013	13,274	13,274	13,274	13,274	13,274	13,274	0,0%	0,0%
TOTAL	212,495	261,957	312,564	286,639	317,222	310,550	328,443	324,236	332,467	4,8%	2,5%
Dépôts à vue	102,540	83,584	98,460	138,362	149,351	147,443	157,753	156,081	151,498	1,4%	-2,9%
Placements liquides ou à court terme	89,497	130,987	176,865	111,747	113,987	108,861	114,340	113,769	121,165	6,3%	6,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	29,074	39,065	39,169	41,795	45,061	45,082	47,547	56,349	56,569	25,5%	0,4%
Placements indexés sur les taux du marché	60,423	91,922	137,696	69,952	68,926	63,779	66,793	57,420	64,596	-6,3%	12,5%
Epargne à long terme	20,458	47,386	37,239	36,530	53,884	54,246	56,350	54,386	59,804	11,0%	10,0%

Ensemble des actifs financiers

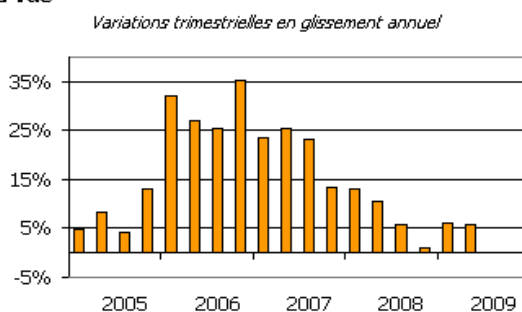
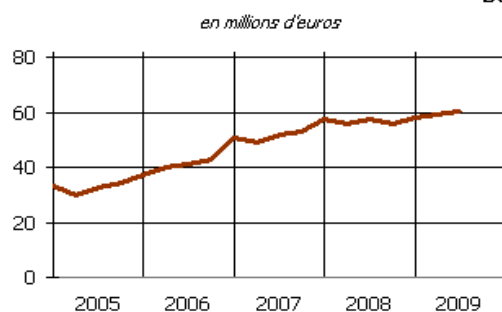


Structure des actifs financiers au 30 juin 2009

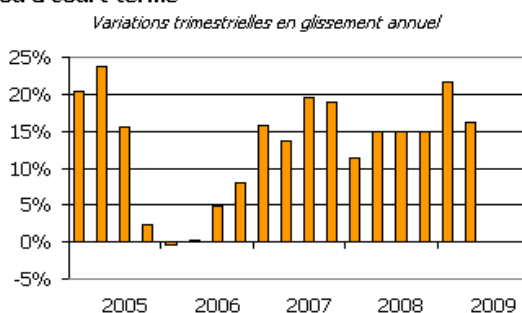
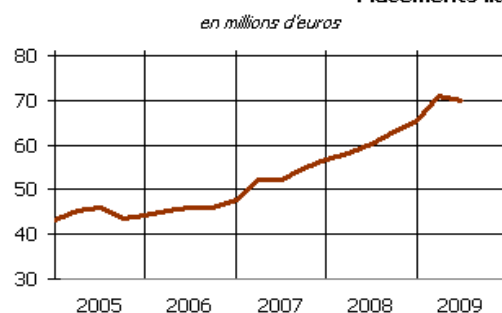


Les placements des ménages

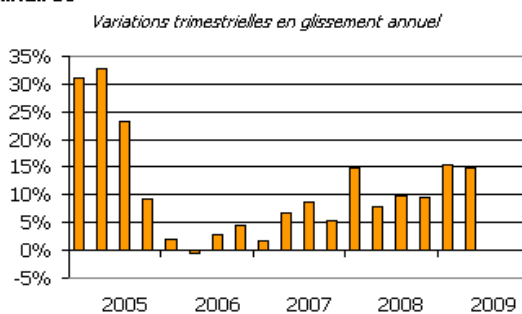
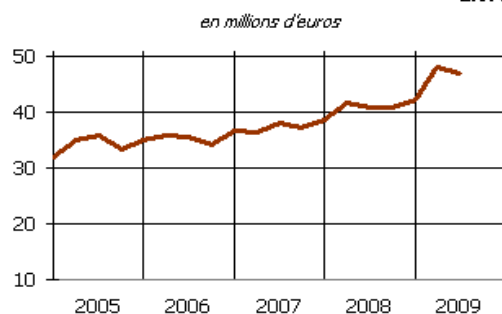
Dépôts à vue



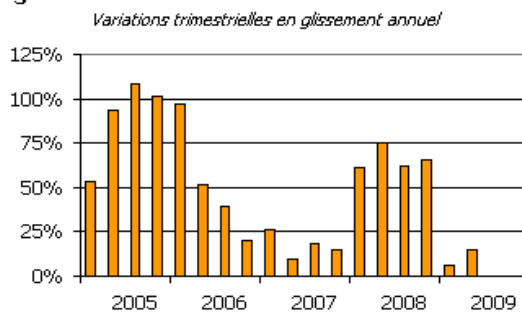
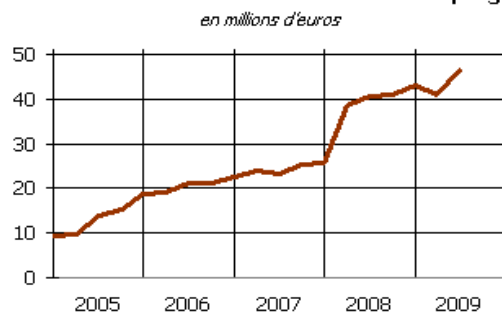
Placements liquides ou à court terme



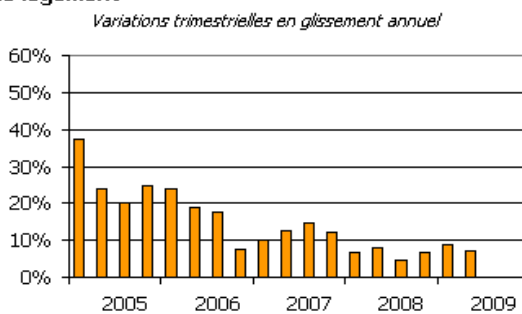
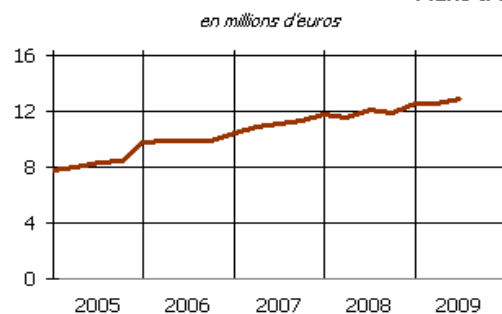
Livrets ordinaires



Epargne à long terme

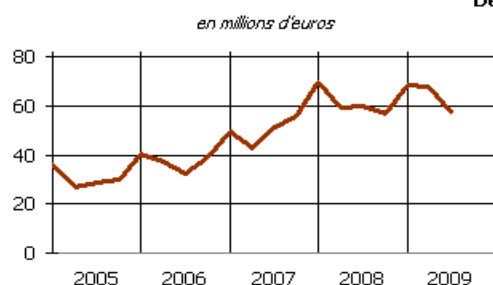


Plans d'épargne logement

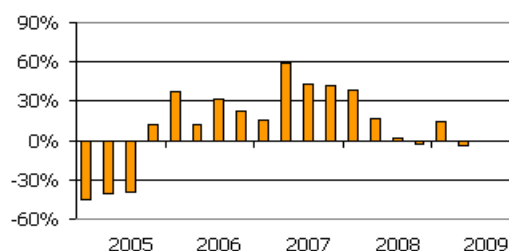


Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue



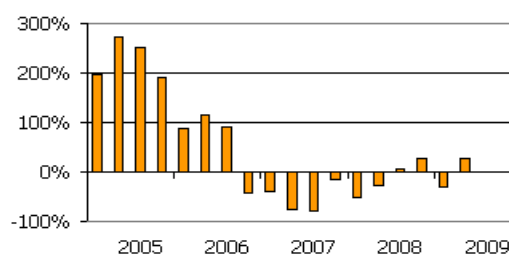
Variations trimestrielles en glissement annuel



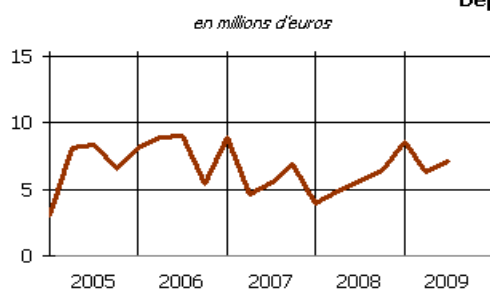
Placements liquides ou à court terme



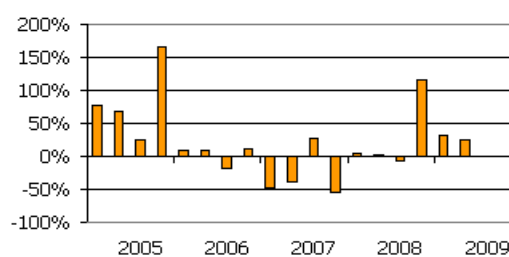
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à terme



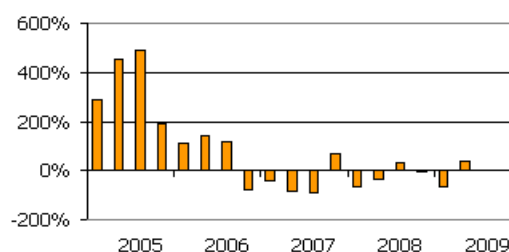
Variations trimestrielles en glissement annuel



Certificats de dépôt

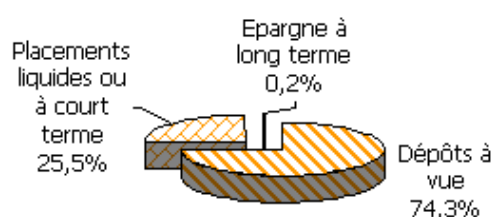


Variations trimestrielles en glissement annuel

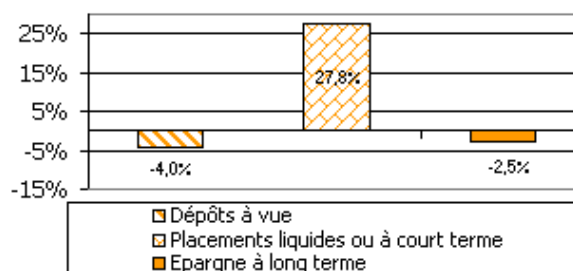


Structure des actifs financiers des entreprises par nature au 30 juin 2009

Répartition



Variations en glissement annuel - 2e trimestre 2009



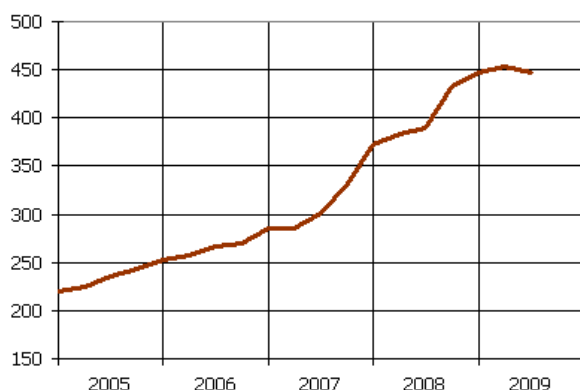
4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

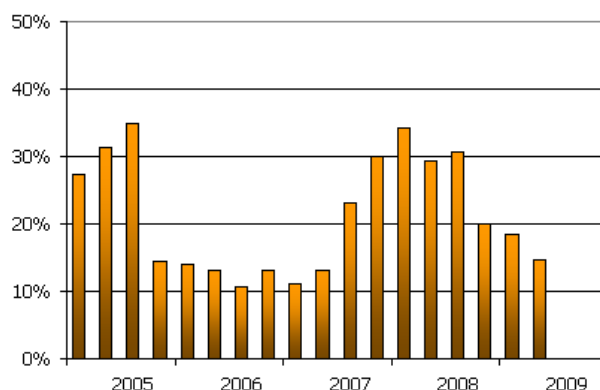
	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-04	30-juin-05	30-juin-06	30-juin-07	30-juin-08	30-sept.-08	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	1 an	1 trim.
Entreprises	89,227	105,567	119,748	143,827	190,947	208,718	224,062	225,738	217,869	14,1%	-3,5%
Crédits d'exploitation	17,212	21,842	27,016	25,119	41,141	53,121	61,473	51,475	46,634	13,4%	-9,4%
Créances commerciales	4,141	3,948	5,029	4,486	4,412	4,250	5,052	4,742	3,299	-25,2%	-30,4%
Crédits de trésorerie	8,845	10,526	14,088	13,073	17,767	21,006	22,794	20,658	18,175	2,3%	-12,0%
dont entrepreneurs individuels	1,317	1,448	2,196	2,339	3,125	3,772	4,077	3,883	3,585	14,7%	-7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	4,226	7,368	7,899	7,560	18,962	27,865	33,627	26,075	25,160	32,7%	-3,5%
Affacturation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	65,193	80,235	87,298	104,824	133,434	139,069	145,474	156,846	153,658	15,2%	-2,0%
Crédits à l'équipement	61,969	73,916	79,415	94,936	121,957	128,332	135,335	146,883	143,838	17,9%	-2,1%
dont entrepreneurs individuels	10,304	7,937	7,767	6,906	7,945	8,276	8,502	8,254	7,264	-8,6%	-12,0%
Crédit-bail	3,224	6,319	7,883	9,888	11,477	10,737	10,139	9,963	9,820	-14,4%	-1,4%
Crédits à l'habitat	6,822	2,995	5,326	13,177	16,372	16,528	16,677	17,308	17,333	5,9%	0,1%
Autres crédits	0,000	0,495	0,108	0,707	0,000	0,000	0,438	0,109	0,244	-	123,9%
Ménages	81,994	105,990	123,083	143,151	182,985	196,639	206,933	209,054	209,658	14,6%	0,3%
Crédits à la consommation	48,973	64,584	70,533	80,921	102,016	108,647	113,782	114,830	114,689	12,4%	-0,1%
Crédits de trésorerie	44,615	57,218	62,786	71,293	92,601	98,884	104,086	105,352	105,255	13,7%	-0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	4,321	4,012	3,902	4,596	4,055	4,411	4,387	4,169	4,125	1,7%	-1,1%
Crédit-bail	0,037	3,354	3,845	5,032	5,360	5,352	5,309	5,309	5,309	-1,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	32,949	41,232	52,015	62,165	80,969	87,946	93,112	94,174	94,889	17,2%	0,8%
Autres crédits	0,072	0,174	0,535	0,065	0,000	0,046	0,039	0,050	0,080	-	60,0%
Collectivités locales	2,193	19,398	17,598	6,952	9,027	21,820	9,868	13,332	13,638	51,1%	2,3%
Crédits d'exploitation	0,003	0,031	0,005	0,001	2,774	15,374	5,743	5,744	6,233	124,7%	8,5%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,040	12,689	2,943	2,943	2,943	7257,5%	0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,003	0,031	0,005	0,001	2,734	2,685	2,800	2,801	3,290	20,3%	17,5%
Crédits d'investissement	2,190	14,740	13,217	6,951	6,253	6,446	2,625	2,588	2,405	-61,5%	-7,1%
Crédits à l'équipement	2,176	14,740	13,183	6,951	6,253	6,333	2,520	2,492	2,317	-62,9%	-7,0%
Crédit-bail	0,014	0,000	0,034	0,000	0,000	0,113	0,105	0,096	0,088	-	-8,3%
Crédits à l'habitat	0,000	4,627	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,500	5,000	5,000	-	0,0%
Autres agents et CCB non ventilés	6,181	4,875	6,153	7,313	6,707	5,912	5,618	5,875	6,060	-9,6%	3,1%
Total encours sain	179,595	235,830	266,582	301,243	389,666	433,089	446,481	453,999	447,225	14,8%	-1,5%
Créances douteuses brutes	9,267	10,681	11,758	14,420	18,889	19,416	18,647	19,004	24,522	29,8%	29,0%
Créances douteuses nettes	4,590	5,485	5,922	8,243	11,973	12,117	11,194	11,252	16,158	35,0%	43,6%
dont entreprises	2,781	2,568	3,729	5,151	8,398	8,374	6,891	6,799	10,273	22,3%	51,1%
dont ménages	1,779	2,890	2,115	2,920	3,293	3,505	4,151	4,262	5,741	74,3%	34,7%
Provisions	4,677	5,196	5,836	6,177	6,916	7,299	7,453	7,752	8,364	20,9%	7,9%
Total encours brut	188,862	246,511	278,340	315,663	408,555	452,505	465,128	473,003	471,747	15,5%	-0,3%
Taux de créances douteuses	4,9%	4,3%	4,2%	4,6%	4,6%	4,3%	4,0%	4,0%	5,2%	0,6	1,2
Taux de provisionnement	50,5%	48,6%	49,6%	42,8%	36,6%	37,6%	40,0%	40,8%	34,1%	-2,5	-6,7

Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'euros

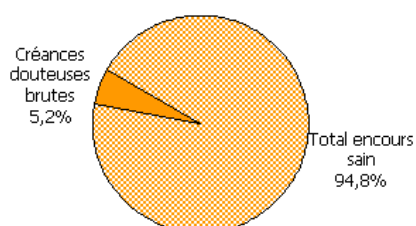


Variations trimestrielles en glissement annuel

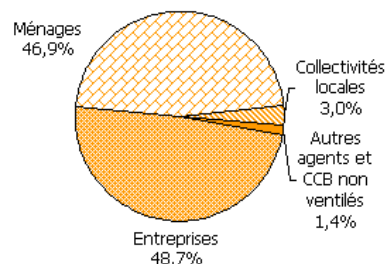


Structure des passifs financiers au 30 juin 2009

Structure selon la qualité



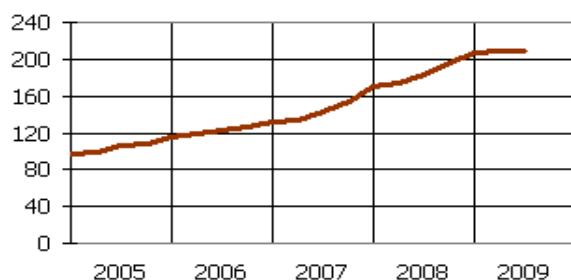
Structure par agents



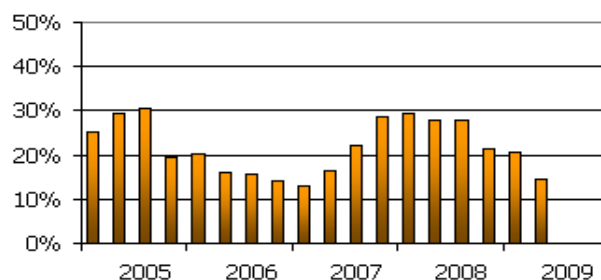
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'euros

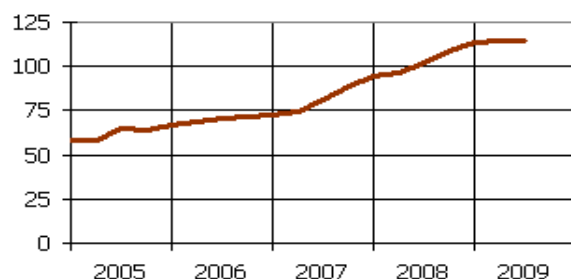


Variations trimestrielles en glissement annuel

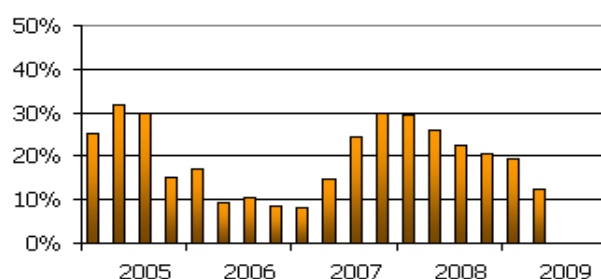


Crédits à la consommation

en millions d'euros

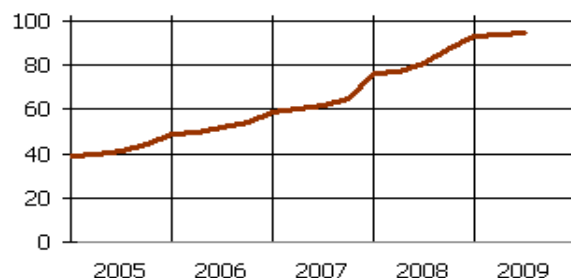


Variations trimestrielles en glissement annuel

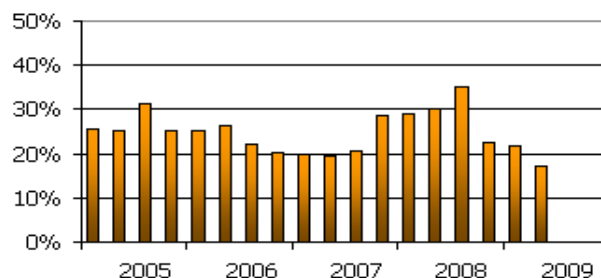


Crédits à l'habitat

en millions d'euros

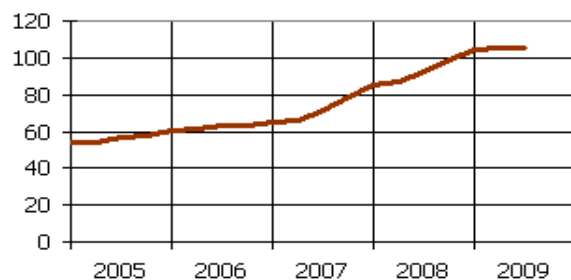


Variations trimestrielles en glissement annuel

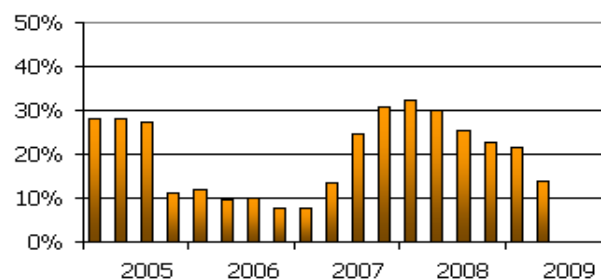


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

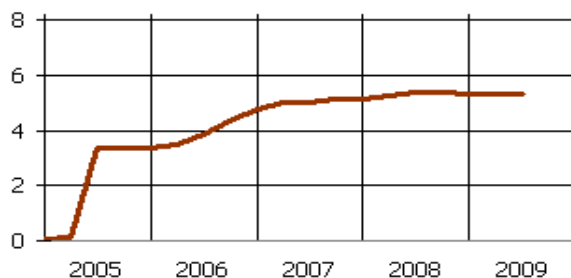


Variations trimestrielles en glissement annuel

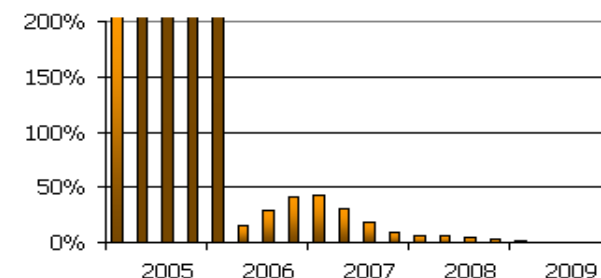


Crédit-bail

en millions d'euros



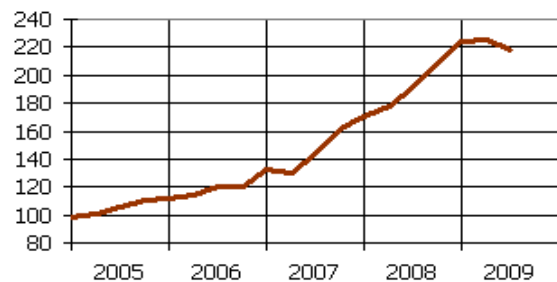
Variations trimestrielles en glissement annuel



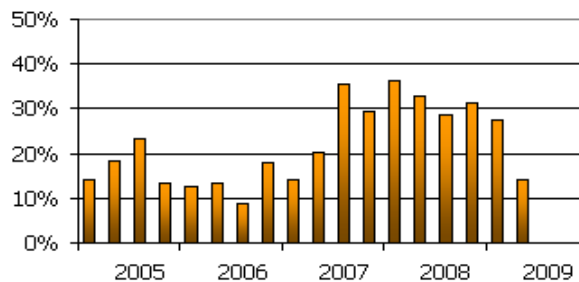
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'euros

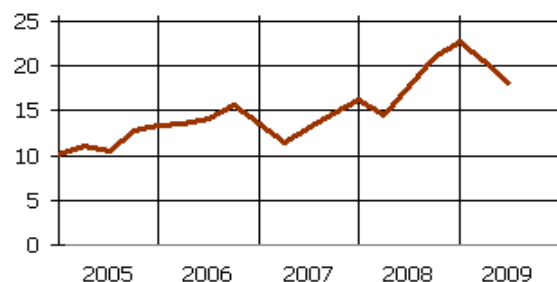


Variations trimestrielles en glissement annuel

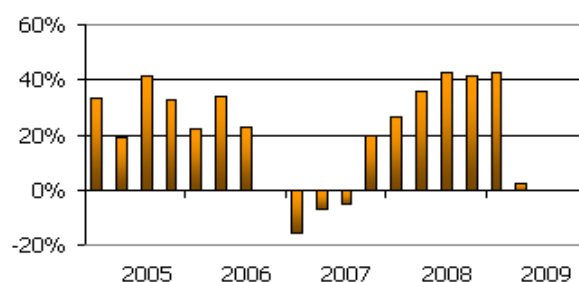


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

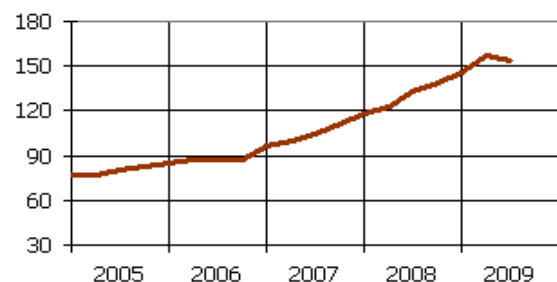


Variations trimestrielles en glissement annuel

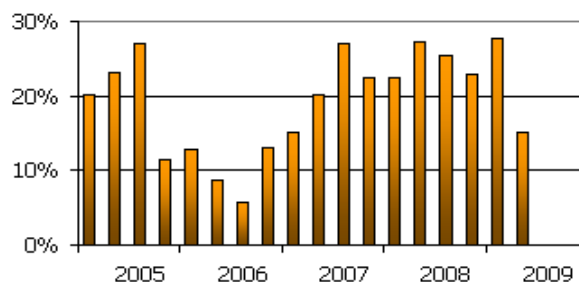


Crédits d'investissement

en millions d'euros

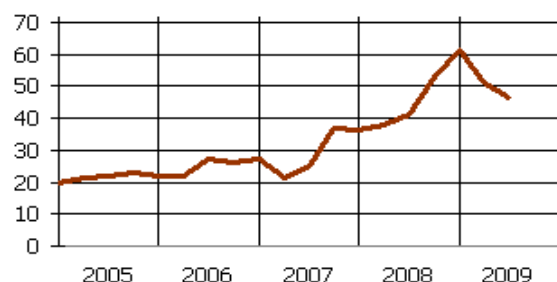


Variations trimestrielles en glissement annuel

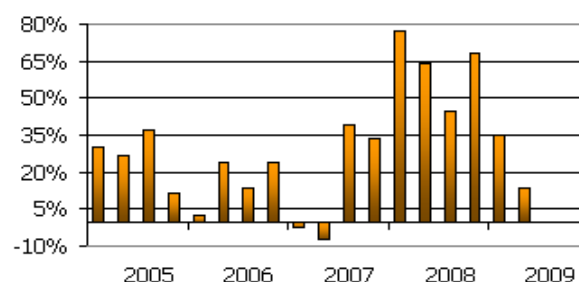


Crédits d'exploitation

en millions d'euros

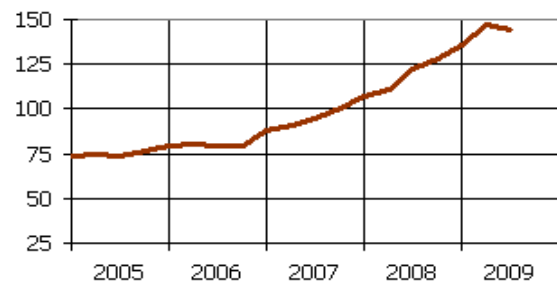


Variations trimestrielles en glissement annuel

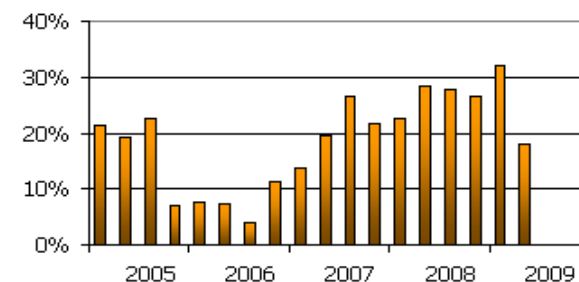


Crédits d'équipement

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

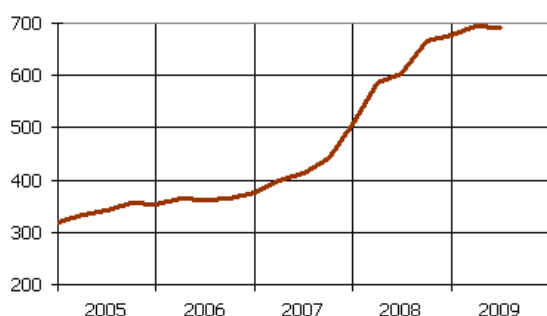


4.2 Concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit

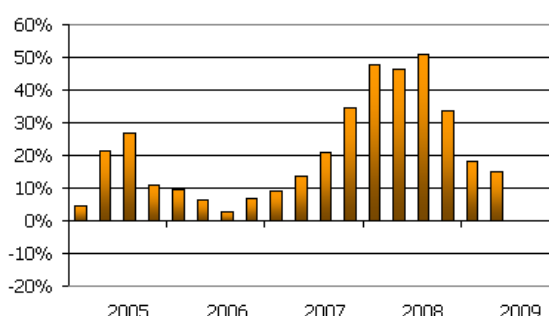
	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-04	30-juin-05	30-juin-06	30-juin-07	30-juin-08	30-sept.-08	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	1 an	1 trim.
Entreprises	121,001	135,987	150,246	173,029	247,656	268,107	279,241	279,424	269,935	9,0%	-3,4%
Crédits d'exploitation	17,212	21,842	27,248	25,726	41,545	54,772	62,748	52,268	47,247	13,7%	-9,6%
Créances commerciales	4,141	3,948	5,029	4,486	4,412	4,250	5,052	4,742	3,299	-25,2%	-30,4%
Crédits de trésorerie	8,845	10,526	14,088	13,074	17,939	21,324	22,904	20,759	18,268	1,8%	-12,0%
dont entrepreneurs individuels	1,317	1,448	2,196	2,340	3,125	3,772	4,077	3,883	3,585	14,7%	-7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	4,226	7,368	7,899	7,944	18,962	27,865	33,627	26,075	25,161	32,7%	-3,5%
Affacturation	0,000	0,000	0,232	0,222	0,232	1,333	1,165	0,692	0,519	123,7%	-25,0%
Crédits d'investissement	66,657	81,409	89,454	106,452	146,284	153,868	157,321	169,077	165,287	13,0%	-2,2%
Crédits à l'équipement	63,433	75,090	81,380	96,222	133,877	142,125	146,186	158,266	154,713	15,6%	-2,2%
dont entrepreneurs individuels	10,304	7,937	7,838	6,979	7,990	8,276	8,547	8,299	7,309	-8,5%	-11,9%
Crédit-bail	3,224	6,319	8,074	10,230	12,407	11,743	11,135	10,811	10,574	-14,8%	-2,2%
Crédits à l'habitat	33,190	28,699	30,285	37,412	57,535	57,240	56,672	55,976	55,332	-3,8%	-1,2%
Autres crédits	3,942	4,037	3,259	3,439	2,292	2,227	2,500	2,103	2,069	-9,7%	-1,6%
Ménages	81,995	105,990	123,083	149,789	191,064	204,712	215,223	217,183	218,151	14,2%	0,4%
Crédits à la consommation	48,973	64,584	70,533	82,847	104,710	111,438	116,707	117,847	118,174	12,9%	0,3%
Crédits de trésorerie	44,615	57,218	62,786	73,219	95,295	101,675	107,011	108,369	108,740	14,1%	0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	4,321	4,012	3,902	4,596	4,055	4,411	4,387	4,169	4,125	1,7%	-1,1%
Crédit-bail	0,037	3,354	3,845	5,032	5,360	5,352	5,309	5,309	5,309	-1,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	32,950	41,232	52,015	66,877	86,354	93,228	98,477	99,286	99,897	15,7%	0,6%
Autres crédits	0,072	0,174	0,535	0,065	0,000	0,046	0,039	0,050	0,080	-	60,0%
Collectivités locales	68,803	91,936	81,509	68,659	120,380	149,405	142,067	155,963	162,037	34,6%	3,9%
Crédits d'exploitation	0,003	0,031	0,005	0,001	2,774	32,874	31,643	33,044	16,133	N.S.	-51,2%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,040	30,189	28,843	30,243	12,843	-	-57,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0,003	0,031	0,005	0,001	2,734	2,685	2,800	2,801	3,290	20,3%	17,5%
Crédits d'investissement	39,581	61,633	55,682	51,228	103,935	102,933	97,225	106,220	130,826	25,9%	23,2%
Crédits à l'équipement	39,567	61,633	55,648	51,228	103,935	102,820	97,120	106,124	130,738	25,8%	23,2%
Crédit-bail	0,014	0,000	0,034	0,000	0,000	0,113	0,105	0,096	0,088	-	-8,3%
Crédits à l'habitat	0,000	4,627	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	29,219	25,645	21,446	17,430	13,671	13,598	13,199	16,699	15,078	10,3%	-9,7%
Autres agents et CCB non ventilés	9,129	7,278	8,012	20,731	43,418	42,583	41,209	42,250	41,784	-3,8%	-1,1%
Total encours sain	280,928	341,191	362,850	412,208	602,518	664,807	677,740	694,820	691,907	14,8%	-0,4%
Créances douteuses brutes	47,106	45,411	43,783	51,006	19,811	20,707	22,756	23,191	28,684	44,8%	23,7%
Créances douteuses nettes	23,835	11,281	24,907	38,194	12,895	13,408	15,282	15,418	20,301	57,4%	31,7%
dont entreprises	21,297	7,742	22,714	34,905	8,965	8,857	10,092	10,156	13,645	52,2%	34,4%
dont ménages	1,779	2,890	2,115	3,117	3,648	3,821	4,609	4,635	6,117	67,7%	32,0%
Provisions	23,271	34,130	18,876	12,812	6,916	7,299	7,474	7,773	8,383	21,2%	7,8%
Total encours brut	328,034	386,602	406,633	463,214	622,329	685,514	700,496	718,011	720,591	15,8%	0,4%
Taux de créances douteuses	14,4%	11,7%	10,8%	11,0%	3,2%	3,0%	3,2%	3,2%	4,0%	0,8	0,8
Taux de provisionnement	49,4%	75,2%	43,1%	25,1%	34,9%	35,2%	32,8%	33,5%	29,2%	-5,7	-4,3

Encours de crédit sain total

en millions d'euros

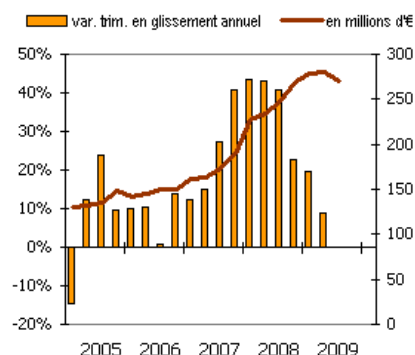


Variations trimestrielles en glissement annuel

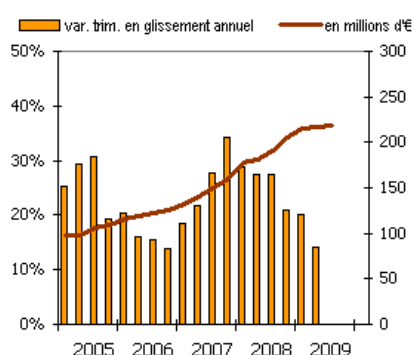


Concours consentis par les EC

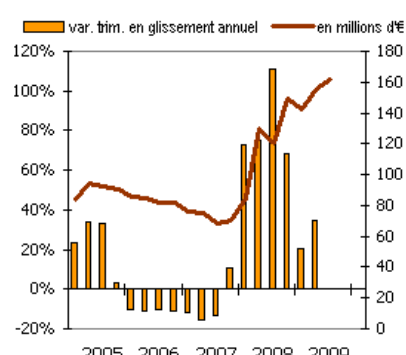
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages



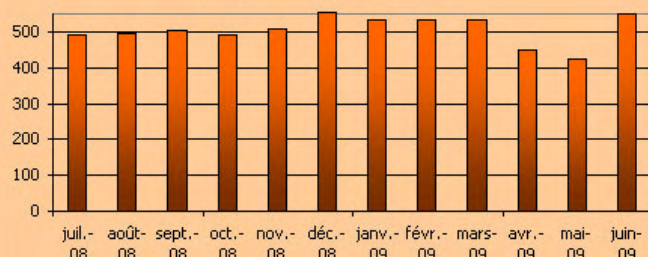
Encours de crédit aux collectivités locales



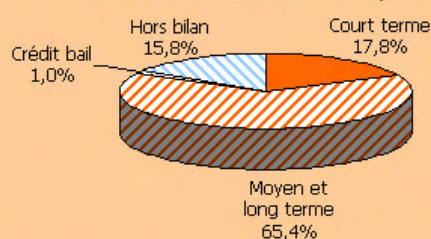
5. RISQUES SECTORIELS

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

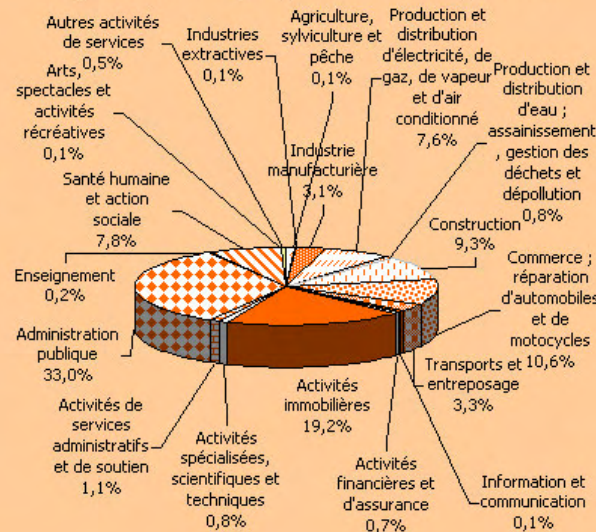
Risques en millions d'euros



Structure de l'encours au 30 juin 2009

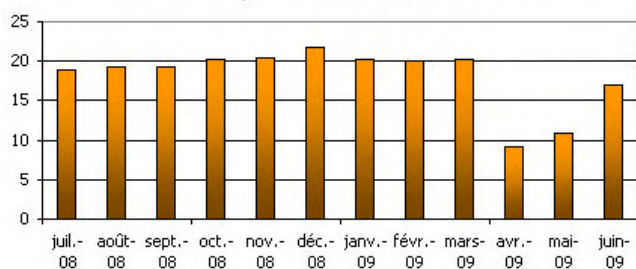


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2009

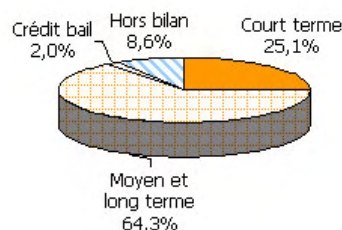


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'euros

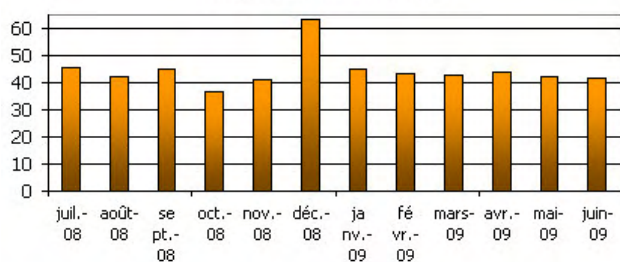


Structure de l'encours au 30 juin 2009

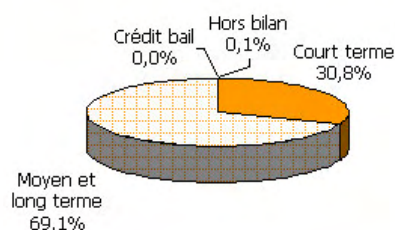


Risques bancaires sur le secteur de la production

Risques en millions d'euros

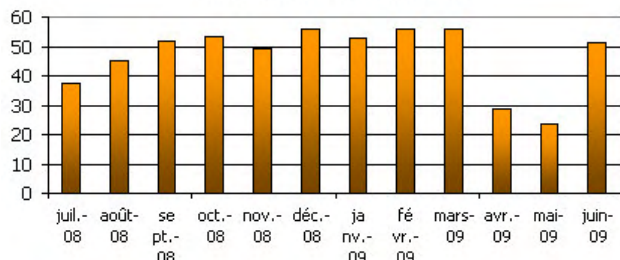


Structure de l'encours au 30 juin 2009

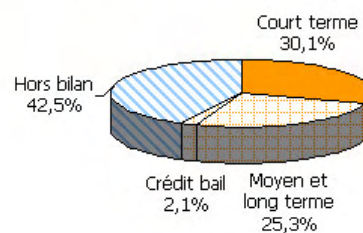


Risques bancaires sur le secteur de la construction

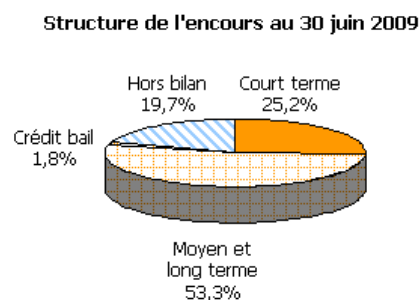
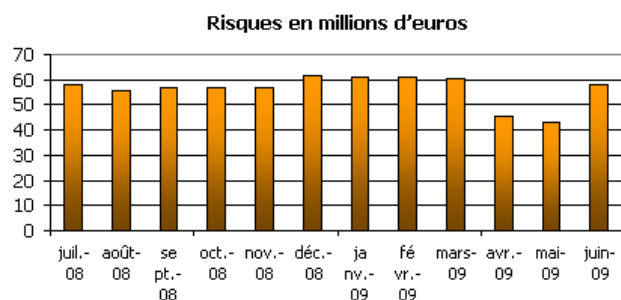
Risques en millions d'euros



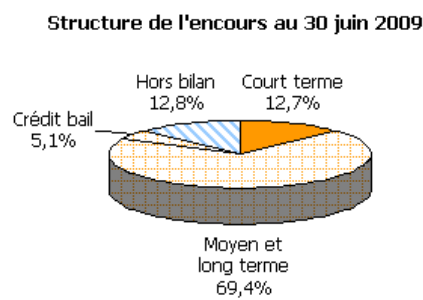
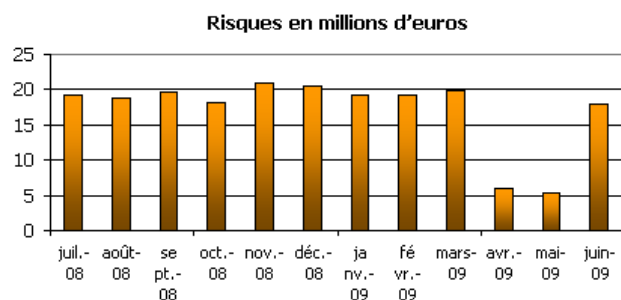
Structure de l'encours au 30 juin 2009



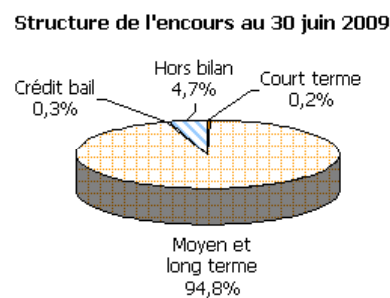
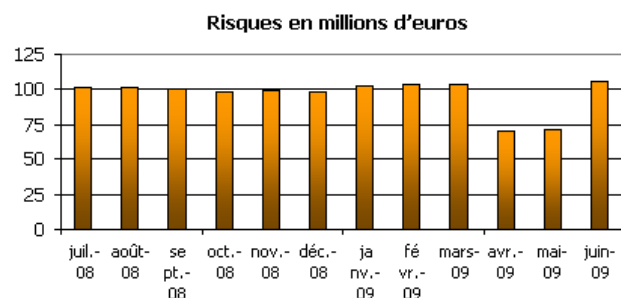
Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles



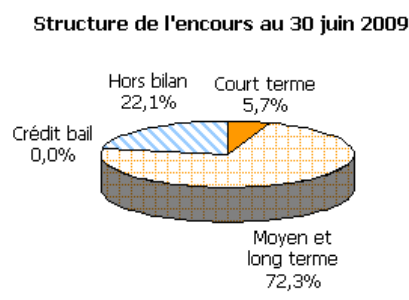
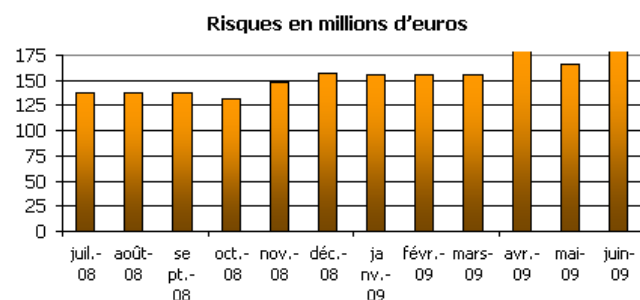
Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage



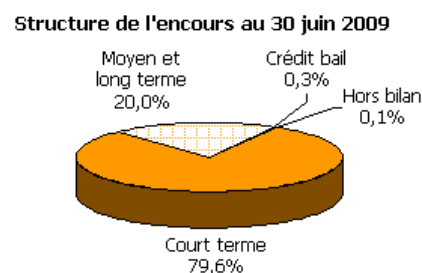
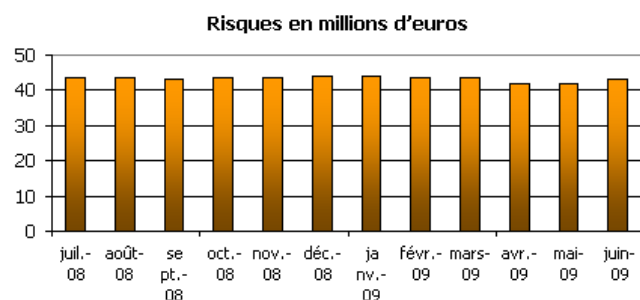
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et action sociale



6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009) **1,00%**

Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009) **0,25%**

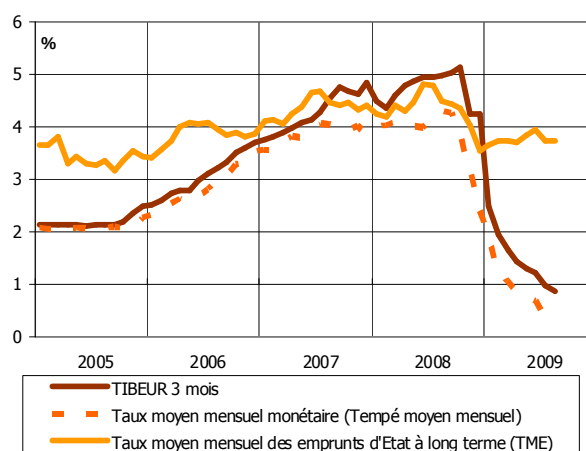
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009) **1,75%**

TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2009 (JO du 11/02/2009) **3,79%**

ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008) **3,99%**

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafond de l'usure						
		application à compter						
		du 1er trimestre 2008	du 2e trimestre 2008	du 3e trimestre 2008	du 4e trimestre 2008	du 1er trimestre 2009	du 2e trimestre 2009	du 3e trimestre 2009
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers							
	- Prêts à taux fixe	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%
	- Prêts à taux variable	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%
	- Prêts relais	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%
	Autres prêts							
PARTICULIERS	- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%
		20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%
		9,39%	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%
	Prêts aux entreprises **							
ENTREPRISES	- Découverts en compte***	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

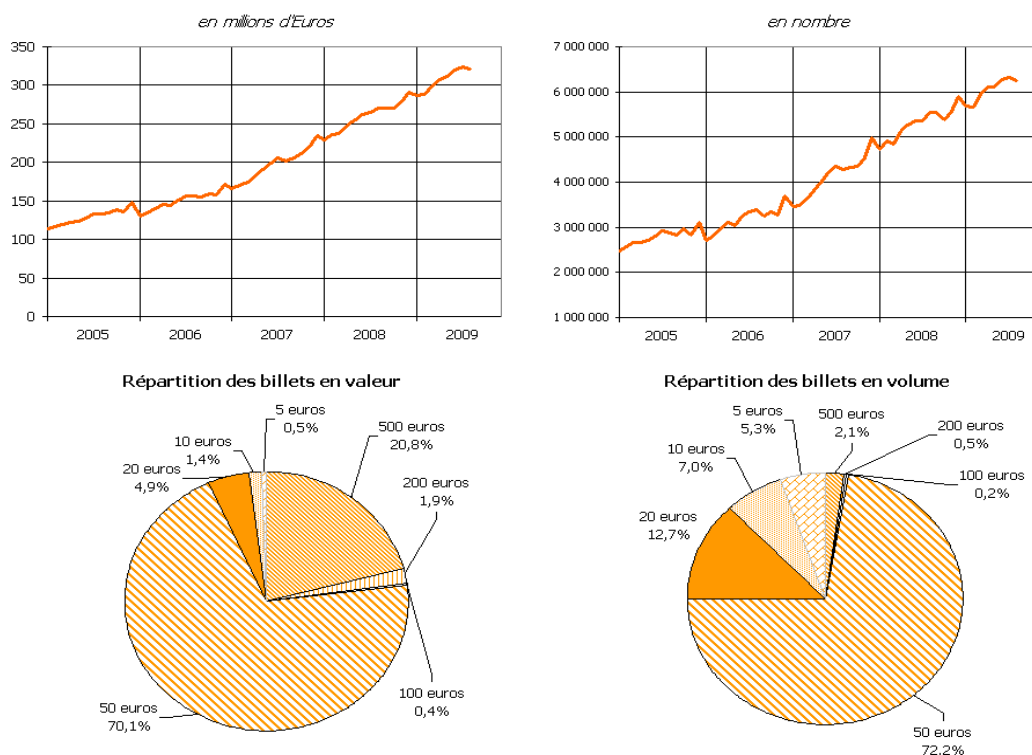
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. MONNAIE FIDUCIAIRE

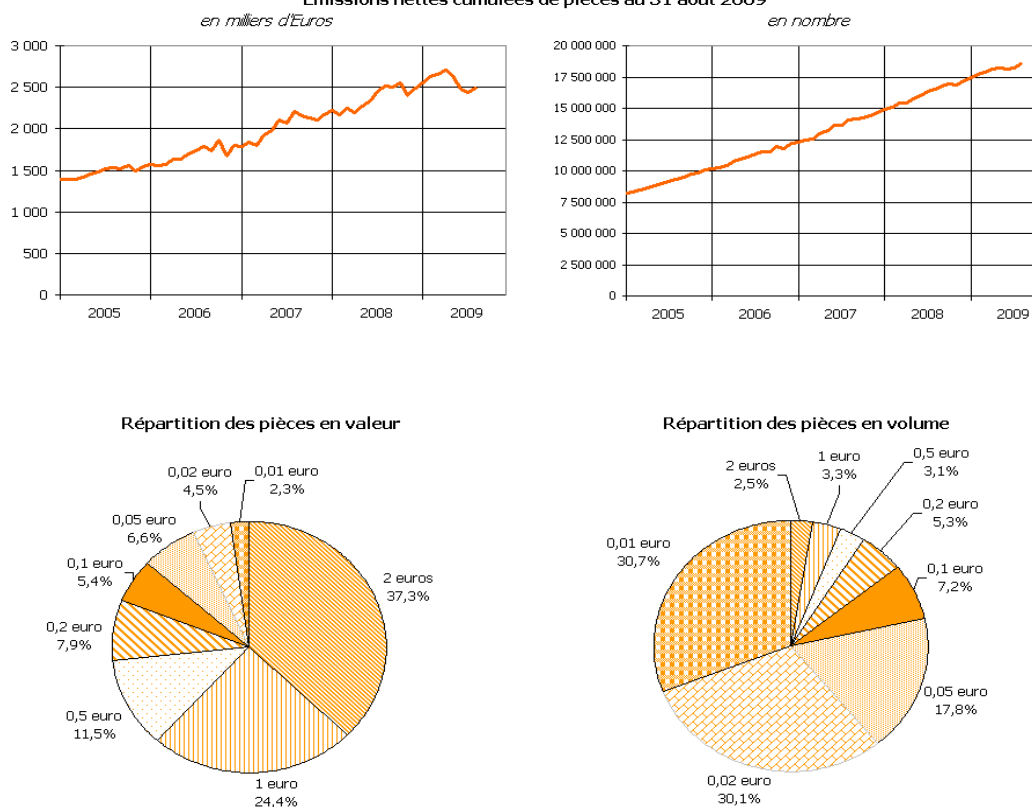
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 31 août 2009



7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 31 août 2009



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en SEPTEMBRE 2009
Dépôt légal : SEPTEMBRE 2009 - n° ISSN : 0296-3116